

## **CATALOGNE : LA DISLOCATION... EN MARCHÉ**

*« Répondre par «oui ou non» à la question de la séparation de chaque nation ? C'est là, semble-t-il, une revendication très «pratique». Or, en fait elle est absurde, elle est métaphysique théoriquement et elle conduit dans la pratique à subordonner le prolétariat à la politique de la bourgeoisie. La bourgeoisie met toujours au premier plan ses revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat, elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classes »... (le praticisme dans la question nationale / Lénine)*

*... « Est-ce que la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations exige vraiment le soutien de n'importe quelle revendication d'autodétermination émanant de n'importe quelle nation ? La reconnaissance du droit pour tous les citoyens d'organiser des associations libres ne nous oblige nullement, nous, social-démocrates, à soutenir la formation de n'importe quelle association nouvelle, elle ne nous empêche nullement de nous prononcer et de faire de la propagande contre l'idée de former telle ou telle nouvelle association, si l'idée en est inopportune et déraisonnable. » Lénine dans « la question nationale dans notre programme » (1903).*

Il nous a semblé utile de rappeler ce que disait Lénine sur la question nationale et « l'autodétermination » car l'extrême gauche (NPA et autres) semble trouver « révolutionnaire » la tentative d'indépendance de la Catalogne. Sauf à confondre les époques, la lutte actuelle en Catalogne n'a pas grand chose à voir avec les luttes contre la colonisation et pour l'indépendance des peuples. La Catalogne n'a pas besoin de passer par une séparation et une indépendance nationale pour accéder à une démocratie formelle bourgeoise. C'est déjà le cas ! Et c'est le cas déjà depuis au moins deux siècles. Par ailleurs, la Catalogne n'est pas opprimée par l'Espagne, ni économiquement, ni culturellement. Ce n'est pas une colonie.. C'est même l'inverse. Bien que très endettée, la Catalogne est une des régions les plus riches d'Espagne...

S'il ne s'agit pas d'une lutte révolutionnaire et encore moins d'une lutte légitime pour le « droit à l'auto détermination des peuples », il ne s'agit pas non plus d'une évolution inévitable inscrite dans l'histoire parce que l'Etat et la nation espagnols n'auraient jamais eu de véritables bases sociales ! Or c'est faux ! Toute l'histoire de l'Espagne depuis au moins 4 siècles démontrent la consistance de « l'Etat-nation » espagnol. Cette construction s'est consolidée par le soulèvement des Espagnols le 2 mai 1808 contre les troupes napoléoniennes ou la proclamation de la Constitution dite de Cadix ou la "Pepa" le 19 mars 1812. La construction de l'état libéral s'est accélérée avec la modernisation des structures économiques qui accompagne la révolution industrielle (on peut penser à la construction du réseau de chemin de fer qui, répliquant les grands axes de communication, donne naissance à un réseau centré sur Madrid). La construction de l'Etat nation espagnole est donc sensiblement la même que celle de la France... Pas plus ni moins.

### **Alors que penser de ces velléités d'indépendances ?**

En fait, Il est nécessaire de comprendre dans quelle situation est le capitalisme aujourd'hui. Face à la crise classique de surproduction, le capitalisme n'a pas eu d'autres choix pour se sauver que d'accélérer la mondialisation de l'économie et de financiariser le capitalisme (voir article sur la crise financière) dans les années 1980. Ce faisant, il a créé un mouvement inéluctable d'émiettement et de dislocation des structures antérieures.

L'éclatement de la fédération Yougoslave est sans doute le premier fait marquant cette nouvelle ère du capitalisme. La séparation de la Slovénie (1991), région la plus riche de la fédération yougoslave ne répondait pas à une volonté « révolutionnaire » du peuple slovène. Seulement à la volonté de ne pas payer pour les régions les plus pauvres de la fédération (Monténégro, Macédoine, etc.). Et surtout, aucun état ne voulait participer à la dette importante contractée par l'Etat fédéral auprès des financiers internationaux. En 1987, la Yougoslavie est au bord du précipice (dans lequel elle tombera en 1991). En 1991, la Yougoslavie a demandé aux banques de l'Ouest un délai dans le remboursement de ses 20 milliards de dollars de dette jusqu'à ce qu'un accord de restructuration à long terme soit négocié. Le FMI comme la Banque mondiale ont considéré qu'il fallait que la Yougoslavie rembourse immédiatement et que 2435 entreprises « déficitaires » sur 7531 devaient disparaître.. Il s'en est suivi des sécessions en cascade et une guerre faisant plus de 200 000 victimes et la présence permanente de 40 000 militaires de l'Otan en plein cœur de l'Europe.

30 ans plus tard, la multitude de confettis « d'états » s'est révélée non viable... Il n'y a guère que la Slovénie qui a accédé au stade de centres d'affaires plus ou moins intégrés par la financiarisation capitaliste pendant que la totalité des autres confettis vivent ou sont carrément misérables.

### **CATALOGNE : La dislocation inévitable ?**

La financiarisation capitaliste procède par l'intégration de « centres d'affaires riches » et rejette le reste. C'est vrai à l'échelle du monde... en intégrant des mégapoles dans lesquelles il est possible d'accumuler du capital fictif et de la richesse. : Shanghai, Honk Kong, New York, Londres, Bamako, Barcelone, etc... Cette logique du capitalisme se joue des frontières et des pays. Mais cette logique irradie l'ensemble des états, les gouvernements et les gestionnaires des collectivités territoriales. Par exemple, les maires Bordeaux et de Rennes n'ont comme seule obsession le fait de faire venir la richesse dans leur ville à coup de LGV, ce qui liquide les villes périphériques de l'agglomération.

Voilà donc la raison principale des « indépendantistes » catalans.

Pour 7,5 millions d'habitants, la Catalogne capte 20% du PIB de l'Espagne tandis que c'est une des régions les plus prisées des touristes venant de tous les coins du monde. Il n'est donc pas étonnant que le chômage soit de 4% inférieur au reste de l'Espagne.

Mais surtout, et cela fait penser à la Yougoslavie, la dette publique catalane est égale à 36% du PIB tandis que la dette globale de l'Espagne est de 100% du PIB.

Si la Catalogne prenait sa part de la dette publique de l'Etat national espagnol, la dette ne serait pas de 74 milliards comme les indépendantistes la calculent aujourd'hui mais de 235 milliards d'euros !!

On comprend donc rapidement les raisons qui poussent la bourgeoisie catalane et surtout les classes politiciennes qui sont à la direction de la province à proclamer l'indépendance de la Catalane au détriment des provinces plus pauvres.

La question qui se pose est : vont-ils aller jusqu'au bout de l'indépendance et de la dislocation ?

L'indépendance suppose de définir une « identité nationale », une « citoyenneté catalane ». Et évidemment, cela suppose de réserver un certain nombre de droits à ces seuls « citoyens catalans ». On voit déjà quel type de logique il faut impulser : une logique d'expulsion. Qui va déterminer qui est vraiment catalan ? Qui n'est qu'espagnol ? Qui n'est ni l'un ni l'autre (apatride) ? Qui va avoir le droit d'occuper un logement, qui va avoir droit aux allocations familiales « catalanes », un emploi ? On remarquera déjà que des réactionnaires ont déjà mené campagne en été 2017 et ont attaqué les « étrangers » et les touristes...

On pourra toujours nous dire que les espagnols et les catalans sont raisonnables. Ils ne le sont pas plus que les croates, slovènes, Bosniaques ou Kosovars. Ce n'est pas une question de raison mais une question de contexte économique politique et social. Comme nous l'avons montré, la financiarisation capitaliste induit une dislocation des structures antérieures (Europe, Alena, Brexit, etc.), des acquis sociaux, des statuts et des états-nations.

Pourquoi cela ne se fait pas brutalement en Catalogne ? Tout simplement parce que la financiarisation ne veut pas de la constitution d'un état supplémentaire. Un état supplémentaire serait un obstacle supplémentaire à la financiarisation et de plus il faudrait arroser une nouvelle bourgeoisie parasitaire nationale. Non.. Pour le moment, la financiarisation capitaliste se satisfait des structures d'autonomie de la Catalogne qui permet de faire de Barcelone un lieu de prospérité pour les affairistes sans avoir peur d'une redistribution sur l'ensemble du pays. C'est d'ailleurs le sens des déménagements des sièges des banques internationales et des multinationales hors La Catalogne.

Mais les choses pourraient changer avec des crispations stupides de chaque côté. En effet, la réaction de Mariano Rajoy avec l'envoi de milliers de policiers lors du référendum était stupide et on a été à deux doigts d'avoir une multiplication d'incidents ingérables. La tendance lourde de la financiarisation pousse quand même donc à la sécession de la Catalogne de l'Espagne..